

UN DROIT MAL REÇU

Le Sud floué

GHASSAN SALAMÉ

En se déchirant dans de sanglantes guerres civiles, en se résignant à souffrir des régimes qui transforment les pays en d'immenses salles de torture, en s'accommodant de milices de pillards, d'armées prétoriennes, d'Etats inefficaces, en se jetant dans quelque fondamentalisme xénophobe et autarcique, en se brûlant vives dans un autogénocide chauvin, ou en se laissant envahir par un voisin puissant, les sociétés du Sud se font un tort immense. Elles s'appauvrissent, se détruisent, se consomment et risquent de disparaître tout à fait.

Cela, ce mauvais tour que des sociétés entières peuvent se jouer à elles-mêmes, le droit international, étatiste, formaliste, produit culturel d'une Europe où les sociétés ont secrété l'Etat et non l'inverse, où le social a historiquement fondé le politique, où le tissu économique et culturel de la modernité a précédé et rendu possible son expression politique, ce droit-là ne l'a guère prévu. Imbus des notions de souveraineté nationale et d'indépendance politique, prisonniers d'un réseau interétatique artificiel, pompeux et qui se veut exclusif, le droit de Grotius et celui de la Charte de San-Francisco ont les plus grandes peines du monde à rendre compte, sinon à réguler, de telles situations.

Or celles-ci se multiplient à travers le monde, et le bon vieil anti-impérialisme, soixante-huitard atardé ou succédané décoloré du marxisme, n'arrive pas lui non plus à rendre compte de ces situations où la démographie explosive, l'urbanisation chaotique, le mal-management économique (et souvent les conditions écologiques) se combinent pour donner naissance à des Somalies, des Libériens, des Soudans.

En « couvrant » des scènes d'atrocités, les caméras sont les premières à « découvrir » l'inadéquation flagrante entre le monde tel qu'il est et celui que l'on pensait en formation. Si les caméras sont à l'affût de l'obscène, reconnaissons que le monde en fournit généreusement les scènes. Le Nord post-industriel est ainsi pris dans un dilemme douloureux : ne rien faire, développer une mentalité de forteresse, un égoïsme narcissique, comme si une partie (démographiquement) minoritaire du monde pouvait mettre le reste de la planète en quarantaine, ou au contraire « faire quelque chose » pour les Bosniaques, pour les Kurdes et pour tous ces acteurs involontaires de téléfilms d'horreur.

PRENDRE UN SÉDATIF POUR UN REMÈDE

A voir les sondages d'opinion de par le monde riche (riche aussi en instituts de sondage), on a l'impression que la seconde de ces options est politiquement la plus rentable.

Mais la rentabilité n'est pas nécessaire-

Des machines diplomatiques rouillées faites d'acteurs pléthoriques.

ment durable. Pour qu'elle reste profitable, une opération militaro-légale (style Koweït) ou militaro-humanitaire (du type Kurdistan ou Somalie) doit se faire sans pertes humaines pour l'intervenant, avec une résolution du Conseil de sécurité en guise de feuille de vigne justificatrice, et sans que les intérêts nationaux des intervenants en soient affectés. La situation idéale est celle où quelque intérêt stratégique se combine avec une forte médiatisation préalable, une faisabilité opérationnelle, un consensus occidental et une rentabilité politique présumée pour le politicien qui saura s'en faire attribuer le crédit. On est loin de l'humanitaire vieux jeu, boyscout, tiers-mondiste, fou de tropiques. S'il devient lourd, calculé, politique, c'est que l'humanitaire a été nationalisé, voire étatisé (dans un secrétariat d'Etat par exemple) et a surtout été militarisé, comme le glissement en cours le confirme jour après jour.

Ces interventions ont un effet sédatif, immédiat et incontestable : les sacs de riz arrivent à destination, les Kurdes rentrent chez eux, les Libériens ont l'impression qu'ils vont cesser de mourir. Alors, des problèmes se combinent pour rendre les bilans bien moins brillants.

Le premier, c'est que, passé l'orage, les situations suscitées par des causes profondes, structurales, réapparaissent crûment. C'est ainsi que l'opération pour les Kurdes montre déjà des éléments inquiétants comme le sort peu enviable que ces mêmes Kurdes ont réservé aux populations

chrétiennes autochtones, l'enrichissement flagrant de leurs chefs, la déstabilisation par contagion de la Turquie voisine et, surtout, le désenchantement des Kurdes, eux qui n'ont jamais analysé l'humanitaire occidental que comme un prélude, voire une simple couverture de l'appui occidental à leur auto-

détermination. Des Kurdes disent déjà qu'ils ont été floués : le soutien occidental les a sans aucun doute poussés à caresser des rêves irréalisables et retardé d'autant la conclusion d'accords raisonnables avec les gouvernements des pays en cause, à commencer par l'irakien. Mais, à l'heure de la Somalie, qui prêterait l'oreille aux réclamations des Kurdes ? Les journaux télévisés sont devenus largement maîtres de ce qui est à l'ordre du jour, c'est-à-dire de ce qui est télévisable. Qui pensera demain à faire le bilan réel de l'intervention en Somalie lorsque les caméras se seront dirigées, soldats et ministres avec, vers quelque port de la côte dalmate ? L'interventionnisme humanitaire est sélectif, non seulement pour les pays qui en sont le théâtre, mais aussi pour la temporalité de l'intérêt. Car sa grande faiblesse, c'est qu'il fait prendre un sédatif pour un remède, un effet éphémère pour une solution durable, quand il ne se révèle pas contre-productif.

Second problème : un malentendu profond se développe, en amont, quant à la légitimité même de l'ONU comme machine de légitimation. Le Conseil de sécurité est perçu - et est effectivement devenu - comme une boîte où le pouvoir est concentré dans les mains de trois puissances occidentales, d'une Russie qui n'est plus guère un pôle de contrepoids et d'une Chine trop mercantile pour ne pas savoir monnayer ses abstentions. Le monde islamique (un milliard d'hommes) n'a pas de siège permanent, alors que la plupart des dites interventions le concernent peu ou prou.

Mais les télévisuelles descentes sur Mogadiscio tendent à faire oublier les échecs des opérations de maintien de la paix une fois le spectacle terminé. Du Liban sud au Cambodge, de l'ex-Yougoslavie à l'Angola, il est difficile de trouver le succès. Souvent, ces opérations de long terme poussent les soldats de la paix vers des trafics peu honorables. Quelquefois il n'y a même pas de paix à maintenir, puisque celle-ci n'avait pas d'abord été établie. Surtout, n'ayant plus de moyens financiers, l'ONU en est à voter de nouvelles missions en invitant les pays intervenants à subvenir à leurs propres besoins, ce qui réduit de beaucoup le nombre des candidats au maintien de la paix et favorise les pays industrialisés. Il est donc illusoire de penser que l'interventionnisme va pouvoir fonctionner en deux mouvements : un coup de gong multinational (c'est-à-dire américain) d'abord, une opération onusienne de longue haleine ensuite. Le premier volet est trop dépendant des choix, prédispositions et calculs de la Maison Blanche ; le second est prisonnier des limites très contraignantes de l'ONU.

Mais le malentendu qui monte vise aussi les opérations. Dans le Golfe, l'Occident utilisait le langage du droit, en Somalie, celui de l'humanitaire. Du côté Sud, on s'inté-

resse moins aux arguments de légitimation accompagnant les opérations qu'à l'identité de l'intervenant. Ce n'est pas un hasard si le commandant des « marines » en Somalie est celui-là même qui, déjà, les commandait à Beyrouth avant de se retrouver adjoint de Schwarzkopf à Koweït. Humanitaire ici, légaliste là, stratégique là-bas, l'Occident s'explique à lui-même les raisons de ses expéditions militaires. Il ne les explique pas au Sud, qui, lui, doit se contenter de constater que de mêmes soldats l'envahissent de plus en plus en utilisant, chaque fois, un discours différent, en exhibant, à chaque coup, des motivations nouvelles, développées pour les téléspectateurs *back home* et non pour les cibles bénéficiaires de l'opération.

Le Sud ignore les débats Kouchner/Brauman, mais il reconnaît un légionnaire quand il le voit. Le tiers-monde bruit, certes, d'appels d'empire, mais il regorge aussi de stocks de xénophobie que ces opérations aiguïssent. La fin de la guerre froide, vue du Sud, a divisé d'anciens alliés et voisins en deux camps opposés : certains appellent au retour du protecteur, d'autres se préparent à le combattre. La douce, la confortable, l'illusoire ambiguïté du non-alignement, qui rassemblait tout ce beau monde basané dans une chorale vocale et inefficace, s'est disloquée le jour où le mur de Berlin est tombé. Le tiers-monde, depuis, est fait de faibles qui crient au retour des mandats, des tutelles, des protectorats, et de soi-disant forts qui créditent les interventions occidentales au compte des croisades à repousser. Le plus souvent, les tiers-mondiaux sont l'un et l'autre à la fois, comme ces chefs de guerre somalis qui plient aujourd'hui l'échine devant les « marines » en attendant impatiemment leur départ pour se refaire une santé en se redotant d'une milice.

Plus profondément, ces opérations trahissent le déficit de la politique étrangère et signent peut-être la fin du diplomatique. L'humanitaire est aussi un cache-sexe – en France en particulier – pour des machines diplomatiques rouillées faites de visions inexistantes et d'acteurs pléthoriques. Pour les idées : le sommet de La Baule n'est plus qu'un mauvais souvenir pour potentats africains ; M. Dumas a pompeusement annoncé la fin de « la politique arabe de la France » sans prendre la peine de dire par quoi il la

remplacerait ; Paris, après un flirt sandiniste, est de nouveau absent du sous-continent latin. Pour les structures : tout le monde s'est mis à faire de l'international révélant une multiplication des interlocuteurs et, cachant hypocritement la hiérarchie qui préside à cette diversification : si au G7, on traite avec les pairs, donc avec l'Elysée, ce sont les affaires européennes qui se positionnent face au géant allemand. Pour le reste, le commerce extérieur s'occupe des Asiatiques enrichis friands de téléviseurs haute définition et de Mirage, la coopération traîne ses casseroles burundaises, « la cellule africaine » hérite des déboires francophones, la francophonie se cherche encore une fonction, la Défense est trop sollicitée pour se résigner au rôle servile de prêteuse d'hommes et de GLAM, et le Quai cherche à sauver ce qui peut l'être de ce foisonnement cancéreux. L'humanitaire étatisé vient à point nommé prétendre combler le vide béant des idées et la foire des acteurs démultipliés. La France ne semble plus disposer que de deux « titres porteurs » : l'Europe et l'humanitaire.

Le premier a été rudement égratigné par le référendum de septembre. Le second montrera bientôt ses limites. Il produit sans attendre ses effets pervers : au moment même où l'ONU envoyait 7 000 soldats au Mozambique, la FINUL du Liban sud, installée à demeure depuis quinze ans, oubliait d'interdire à Israël la déportation de quatre cent quinze Palestiniens. L'ingérence smlienne devenait le principal employeur de ce pays ; le Kurdistan sombrait doucement dans les complots de ses voisins. Demain, quand cet alibi humanitaire aura été dissipé, les pays riches tireront peut-être la conclusion que le Sud, rétif, incompréhensif, ingrat face au déploiement de leur humanitarisme armé et télévisé, n'est pas digne d'une telle sollicitude. Ils auront tort, car c'est alors que le Sud aura besoin de leur retour aux pratiques si peu narcissiques, si peu télévisuelles de la résolution (diplomatique) des conflits, de l'aide (économique) au développement, du respect (non sélectif) du droit ■